



Quelque chose de grand est enfin en train de se construire : ne ratons pas le 29... Ni la suite.

Il y aura une grève en France jeudi prochain 29 janvier, et tout le monde s'en apercevra.

Les patrons, le président de la République, le gouvernement, l'OCDE.

Tout le monde s'en apercevra, d'abord parce il y aura beaucoup de gens pour la faire, beaucoup !

Ensuite, parce qu'un sondage du journal Sud-Ouest de ce dimanche 25 janvier indique que 75 % des Français soutiennent cette grève.

79 % des femmes et 71 % des hommes. Tiens donc !

83 % des gens de moins de 35 ans et 72 % des autres

94 % des électeurs de gauche et 54 % des électeurs de droite !!

87 % des salariés du secteur public et 75 % des salariés du privé.

Chaque jour, de nouvelles catégories de la population annoncent leur participation à cette journée.

Réussir cette journée est une responsabilité majeure. Réussir la suite de cette journée est une nécessité majeure.

Le président de la République se répand de ville en ville, dans une trainée répressive d'une brutalité étonnante, pour tenter de rattraper les fils de sa rupture et l'audience des Français.

Il va devoir constater qu'il a atteint son objectif de rupture au-delà de ses craintes. Mais pas la rupture à laquelle il travaille d'arrache-pied.

Il veut rompre avec les valeurs de solidarité et de justice sociale, celles auxquelles son ami Denis Kessler, vice-président du MEDEF, a déclaré la guerre le 4 octobre 2007 : « C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. »

Nous voulons, tous, non pas revenir à l'après-guerre, mais construire un monde plus juste sur les ruines du monde d'argent que le président de la République souhaite construire, et grâce aux richesses produites par les salariés, grâce aux savoirs construits et enseignés par les salariés.

L'équilibre du monde titube sous les coups de la crise du système économique qui produit des millions de chômeurs et de précaires, sous les coups de la crise du système politique qui produit des guerres épouvantables : des millions de morts en Afrique, des dizaines de milliers en Asie ; qui produit des famines et des épidémies effroyables.

Personne ne croit plus que tout cela peut durer. Certains veulent humaniser le système, le moraliser. Souvenons-nous du destin d'un autre système qui attentait aux libertés et n'évitait pas la corruption et le gaspillage, l'atteinte à la propreté du monde. Il devait être moralisé et humanisé. Il s'est écroulé. Son remplacement n'a pas répondu aux espoirs de tous ceux qui l'ont laissé mourir. Un autre monde est à construire. Nous devons l'inventer.

Tous ceux qui seront en grève et en lutte jeudi prochain ne pensent pas à la construction de ce monde nouveau. Mais tous ceux qui seront en grève et en lutte jeudi prochain refusent les conséquences de la politique fondamentalement injuste et inégalitaire qui leur est imposée. Et s'ils ont décidé d'y aller tous ensemble, enfin, c'est qu'enfin, ils entrevoient la possibilité de faire autrement.

Le conseil délibératif fédéral national de la FSU qui s'est réuni la semaine dernière a souligné la nécessité de réussir le 29, mais aussi la nécessité de prendre élan sur le 29 pour amplifier le mouvement unitaire de refus de la politique dont nous subissons tous ensemble les conséquences très graves, et pour construire ensemble les revendications alternatives de ce mouvement.

Il y aura deux assemblées générales des personnels des fonctions publiques jeudi matin, à Pau salle 707 du complexe de la République et à la bourse du travail de Bayonne, à 9 heures. Nous y débattons des suites que nous pouvons construire dans le département.

Mais ces deux assemblées ne seront que deux assemblées importantes, préludes à d'autres assemblées ultérieures. Il est indispensable de réunir les collègues partout, dans tous les endroits où nous travaillons, pour les informer, les écouter et les inviter à exprimer leurs revendications, de façon à les faire remonter et converger.

Dans le même temps, l'intersyndicale interprofessionnelle départementale a appelé tous les salariés à organiser de la même façon des assemblées, intersyndicales si c'est possible, dans les entreprises et tous les lieux de travail.

Après cette journée de lutte de jeudi, nous demanderons à nos camarades des autres organisations syndicales une rencontre très vite, de façon à faire le point de toutes ces assemblées et d'en coordonner et faire converger les résultats.

Au niveau national, des rencontres intersyndicales sont prévues à plusieurs niveaux : éducation, fonction publique et interprofessionnel.

Il est indispensable que ce que nous aurons réussi à faire dans notre département permette au niveau national d'aller dans le bon sens : celui de l'action.

Le président de la République évoquait samedi, lors de la réunion de son organisation politique, les valeurs de la droite et les valeurs abandonnées par la gauche. Parmi ces dernières, pour les récupérer, il cite les ouvriers et les usines.

Tu parles ! Même s'il n'a pas tout à fait tort de parler d'abandon, les valeurs qu'il perçoit chez les ouvriers et les usines sont celles, sonnantes et trébuchantes, qui sont issues de l'exploitation du travail salarié. Il sait bien que c'est de là que tout procède et qu'il n'a pas l'intention d'abandonner au peuple la maîtrise de la source des richesses.

Il faut aussi que nous gagnions cette lutte idéologique : les richesses à ceux qui les produisent.

Notre travail dans les services publics sert à organiser et protéger la vie des salariés, à organiser socialement les connaissances. Il est directement lié à ce travail de production. Tous, indirectement ou directement, nous participons à cette création de richesses.

C'est pourquoi nous serons ensemble jeudi. Et encore après jeudi.